

The background features a light blue circle in the center-left containing text. To its top-right is a smaller blue circle with a white ring. To its bottom-right is a large blue circle with a white ring. Thin blue lines cross the page diagonally from the top-left and bottom-right corners.

RAPPORT ETUDE REGLEMENTAIRE

Expertise pour mise aux normes

Plan d'eau Mr SAURON Nicolas

Bruno LE CHEVILLIER
26/03/2024

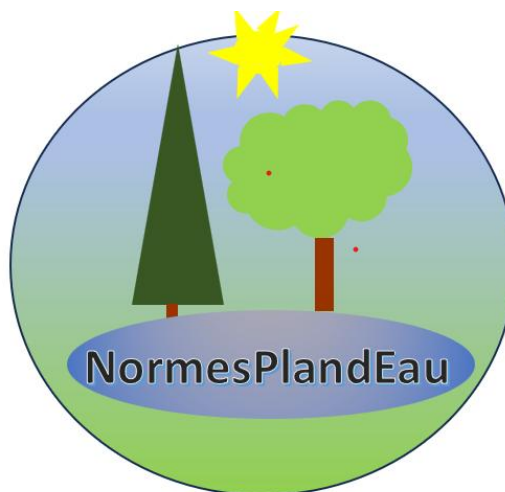
NormesPlandEau

15 rte de St GEAT

63310 Bas et LEZAT

Siret : 79972995900012

lechevillierb@gmail.com



RAPPORT

Plan d'eau ELMO

Mr Nicolas SAURON

Les COMMEAUX 63740 GELLES

Sommaire

1. INTRODUCTION	5
2. DESCRIPTIF	8
3. Préconisations pour être conforme à l'APG	10
3.1 Chapitre Ier : Champ d'application et dispositions générales (Articles 1 à 3)	10
3.1.1 Art 1 : nomenclature	10
3.1.2 Art 2 alimentation - surface	11
3.1.3 Art 3 : entretien	12
3.2 Chapitre II : Dispositions techniques générales (Articles 4 à 12) Section 1 : Dispositions relatives à l'évitement des impacts (Articles 4 à 5)	13
3.2.1 Art 4 : Implantation en zone humide	13
3.2.2 Art 5 : positionnement par rapport au lit mineur du cours d'eau	13
3.3 Section 2 : Eléments relatifs à la sécurité (Articles 6 à 7)	14
3.3.1 Art 6 : sécurité déversoir	14
3.3.2 Art 7 : digue	15
3.4 Section 3 : Dispositions relatives aux mesures de réduction des impacts (Articles 8 à 12)	15
3.4.1 Art 8 : remplissage - travaux	15
3.4.2 Art 9 : qualité d'eau restituée	17
3.4.3 Art 10 : décantation	18
3.4.4 Art 11 : plantes exotiques	19
3.4.5 Art 12 : ré-empoissonnement	19
3.5 Chapitre III : Dispositions relatives à la phase chantier et à la mise en service de l'installation (Articles 13 à 15)	19
3.5.1 Art 13 : plans d'exécutions	20
3.5.2 Art 14 : délai service instructeur	20
3.5.3 Art 15 : compte-rendu	20

3.6 Chapitre IV : Dispositions relatives aux opérations de vidanges (Articles 16 à 20)	21
3.6.1 Art 16 : vidange danger	21
3.6.2 Art 17 : période de vidange	22
3.6.3 Art 18 : dispositifs sédiments	23
3.6.4 Art 19 : valeurs à respecter pour une vidange	24
3.6.5 Art 20 : pêcheerie.....	25
3.7 Chapitre V : Dispositions relatives à l'entretien et au suivi de l'installation (Articles 21 à 26)	26
3.7.1 Art 21 : manœuvre des organes	26
3.7.2 Art 22 : entretien des abords.....	26
3.7.3 Art 23 : en cas d'incident	27
3.8 Section 2 : Dispositions relatives au suivi de la gestion du plan d'eau (Articles 24 à 25).....	28
3.8.1 Art 24 : fixation et contrôle du débit dérivation	28
Article L214-18	28
3.8.2 Art 25 : carnet de suivi	29
3.9 Section 3 : Dispositions relatives au suivi des effets du plan d'eau sur le milieu (Article 26)	30
3.9.1 Art 26 : évaluation des écarts demandée par le préfet.....	30
4. CONFORMITE aux documents d'objectifs	31
5. CONCLUSION	32
6. ANNEXES	33
6.1 Carte des zones humides DDT63.....	33
6.2 Carte des cours d'eau DDT63.....	34
6.3 Carte zones sensibles plan d'eau SAGE SIOULE.....	35

1. INTRODUCTION

Ces documents ont pour objectifs de maintenir et/ou de protéger les espèces et habitats remarquables sur la zone d'implantation de cet ouvrage.

Monsieur SAURON a l'intention de mettre aux nouvelles normes le plan d'eau situé les Commeaux sur la commune de GELLES

Champ d'application :

« Article L214-6 I.-Dans tous les cas, les droits des tiers sont et demeurent réservés. Version en vigueur depuis le 01 mars 2017 Modifié par Ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 - art. 3

II.-Les installations, ouvrages et activités déclarés ou autorisés en application d'une législation ou réglementation relative à l'eau antérieure au 4 janvier 1992 sont réputés déclarés ou autorisés en application des dispositions de la présente section. Il en est de même des installations et ouvrages fondés en titre.

III.-Les installations, ouvrages et activités qui, n'entrant pas dans le champ d'application du II, ont été soumis à compter du 4 janvier 1992, en vertu de la nomenclature prévue par l'article L. 214-2, à une obligation de déclaration ou d'autorisation à laquelle il n'a pas été satisfait, peuvent continuer à fonctionner ou se poursuivre si l'exploitant, ou, à défaut le propriétaire, a fourni à l'autorité administrative les informations prévues par l'article 41 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993, au plus tard le 31 décembre 2006. Toutefois, s'il apparaît que le fonctionnement de ces installations et ouvrages ou la poursuite de ces activités présente un risque d'atteinte grave aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1, l'autorité administrative peut exiger le dépôt d'une déclaration ou d'une demande d'autorisation. Au-delà du 31 décembre 2006, les informations mentionnées au premier alinéa du présent III peuvent être reçues et examinées par l'autorité administrative. Si la preuve est apportée de la régularité de la situation de l'installation, ouvrage ou activité à la date à laquelle il s'est trouvé

soumis à autorisation ou à déclaration par l'effet d'un décret pris en application de l'article L. 214-3, si l'exploitation n'a pas cessé depuis plus de deux ans et si ces opérations ne présentent pas un danger ou un inconvénient grave pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1, l'autorité administrative peut accepter la continuation du fonctionnement de l'installation ou de l'ouvrage ou la poursuite de l'activité considérée.

IV.-Les installations, ouvrages, travaux ou activités qui, après avoir été régulièrement mis en service ou entrepris, viennent à être soumis à déclaration ou à autorisation en vertu d'une modification de la législation ou de la nomenclature prévue à l'article L. 214-2 peuvent continuer à fonctionner, si l'exploitant, ou à défaut le propriétaire, s'est fait connaître à l'autorité administrative, ou s'il se fait connaître dans le délai d'un an à compter de la date à laquelle l'obligation nouvelle a été instituée. Les renseignements qui doivent être fournis à l'autorité administrative ainsi que les mesures que celle-ci peut imposer afin de sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 sont précisés par décret en Conseil d'Etat »

Mr SAURON contacte la DDT pour effectuer sa demande. En janvier 2017, une visite des services a eu lieu pour échanger sur la procédure et préconisations à suivre.

La volonté de Mr SAURON est de mettre aux normes son plan d'eau existant depuis 1962, avec les prescriptions nécessaires afin d'être en conformité et avec l'intention d'éviter, de réduire ou de compenser les impacts éventuels sur l'environnement et la biodiversité.

Une étude hydraulique a été réalisée par GEOVAL en 2017.

Ce plan d'eau a également un intérêt pour devenir un équipement d'activité tourisme pêche à vocation économique par la société « Etangs EMLO » de Monsieur SAURON.

Un courrier de 2017 de la DDT fixait des préconisations particulières avec un échéancier pour les travaux à réaliser.

Des contres temps dont la survenue d'un accident grave de Mr SAURON l'immobilisant durant une année et la période COVID ont retardé la prise en charge de cet échéancier.

Un nouveau courrier de 2023 de la DDT demande une mise au point et un contrôle en Avril 2024 sur les travaux demandés.

Mr SAURON contacte SOLU.ETANG pour une visite sur place afin de reprendre le fil de la demande de régularisation et répondre aux exigences de la DDT pour des travaux à réaliser en 2024.

Ce rapport expertise chaque article de l'Arrêté de Prescriptions Générales (APG) applicables sur ce plan d'eau en vue de sa demande de classement en pisciculture à vocation tourisme pêche, en reprenant les données du rapport hydraulique GEOVAL.

Les travaux sont alors préconisés pour sa mise en conformité.

Cette demande de régularisation pour l'application des dispositions de l'APG permettra de suivre la séquence « Eviter Réduire Compenser » (ERC) sur les impacts particuliers de ce plan d'eau et ainsi répondre aux objectifs d'atteinte ou de maintien de bon état écologique de la masse d'eau concernée.

Cette régularisation permettra la compatibilité avec les documents d'objectifs comme le SDAGE et le SAGE liés à cette zone géographique.

2. DESCRIPTIF

Nom du plan d'eau : Les Commeaux

Date de création : 1962

Surface : 3,2 hectes

Localisation : voir carte globale.

Alimentation :

Sur cours d'eau « le MADRAS », carte officielle du PUY DE DOME

Classé en 1^{ière} Cat

Propriétaire : Mr Nicolas SAURON

Usage : tourisme pêche à vocation économique

Documents administratifs Loi Eau : **non**

Zonages remarquables concernés:

- ↳ **Masse d'eau FRGR1355 « le VEYSSIERE et ses affluents depuis sa source »**
- ↳ **SAGE SIOULE:** en cours avec règlements
- ↳ **Zones Humides carte potentielle DDT 63**
- ↳ **ZNIEFF type 1 à proximité.**

3. Préconisations pour être conforme à l'APG

« Arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement. »

3.1 Chapitre Ier : Champ d'application et dispositions générales (Articles 1 à 3)

3.1.1 Art 1 : nomenclature

⇒ *« Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux plans d'eau relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement, dont le dossier de demande d'autorisation ou de déclaration est déposé à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.*

✓ *II. Les dispositions du présent arrêté sont applicables, lorsqu'elles le précisent :*

1° Aux plans d'eau existants relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

2° Aux plans d'eau existants relevant du régime de déclaration au titre de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement régulièrement construits à partir du 30 août 1999 ;

3° Aux projets de plans d'eau dont le dossier de déclaration ou de demande d'autorisation a été déposé avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Ces dispositions peuvent être aménagées par le préfet en cas de difficultés sérieuses d'ordre technique ou lorsqu'elles sont manifestement disproportionnées au regard de la

sensibilité et des enjeux de la préservation du milieu. Il peut notamment prolonger les échéances fixées, pour permettre de résoudre ces difficultés ou financer la mise en œuvre de ces dispositions. Le préfet peut également imposer par arrêté à ces installations toutes prescriptions spécifiques nécessaires en application des articles R. 181-45 ou R. 214-39 du code de l'environnement. »

Conduite à tenir :

Ce plan d'eau existe depuis 1962 pour une surface supérieure à 3 ha : 3.2 ha.

Dans ce contexte il sera soumis au régime autorisation au titre de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature.

3.1.2 Art 2 alimentation - surface

↳ « *Au sens du présent arrêté, les plans d'eau concernés par l'application des prescriptions relatives à la rubrique 3.2.3.0 sont :*

- ✓ *les plans d'eau alimentés par les eaux de ruissellement ou par une source*
- ✓ *les plans d'eau alimentés par des eaux de la nappe phréatique ou la nappe d'accompagnement par pompage ou non ;*
- ✓ *les plans d'eau alimentés par prélèvement en cours d'eau ou barrant à la fois le lit mineur et une partie du lit majeur.*

Ne constituent pas des plans d'eau au sens de la rubrique 3.2.3.0. Les étendues d'eau réglementées au titre des rubriques 2.1.1.0, 2.1.5.0 et 3.2.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement, ainsi que celles demeurant en lit mineur réglementées au titre de la rubrique 3.1.1.0 de la nomenclature précitée. Ne sont pas concernées par le présent arrêté les piscicultures relevant de la rubrique 2130, les carrières relevant de l'Arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables.

Rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et les travaux de recherches et d'exploitation de mines visés à l'article L. 162-1 du code minier jusqu'à l'accomplissement de la formalité prévue au 1er alinéa de l'article L. 163-9 du code minier.

⇒ *Pour l'application des seuils fixés par la nomenclature, la surface de référence est la surface du plan d'eau, ou miroir, correspondant à la cote du déversoir s'il existe ou à celle du déversoir le plus bas ouvert en permanence s'il en existe plusieurs. En l'absence de déversoir, la surface du plan d'eau est la surface de l'excavation créée ou utilisée pour y stocker l'eau. Lorsque plusieurs plans d'eau doivent être établis par un même maître d'ouvrage sur une même unité hydrographique, à la même cote ou non, la surface prise en compte pour apprécier si l'ensemble est soumis à autorisation ou à déclaration est la surface cumulée des divers plans d'eau, conformément à l'article R. 214-42 du code de l'environnement. Cette disposition relative au cumul ne s'applique pas pour déterminer le caractère autorisé ou déclaré des plans d'eau existants visés au II de l'article 1er. Au sens du présent arrêté, le mot : "digue" désigne les ouvrages retenant l'eau au-dessus du terrain naturel, et ne préjuge pas de l'application des dispositions de l'article R. 562-13 du code de l'environnement ».*

Conduite à tenir :

- ✓ **Application de l'APG : effectivement il est alimenté par prélèvement en cours d'eau « le Madras » classé en 1^{ère} catégorie piscicole.**

3.1.3 Art 3 : entretien

⇒ *« Les ouvrages ou installations sont régulièrement entretenus et les opérations de vidange régulièrement surveillées de manière à garantir le bon écoulement des eaux et le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques ainsi que ceux destinés à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements et déversements. »*

Conduite à tenir :

La dernière vidange a été réalisée en 2021.

Du fait de l'exploitation de l'installation pour un usage économique avec résidence du siège de la structure « EMLO » sur ce site, la surveillance des équipements sera régulière, notamment les organes de vidange et les grilles et après de forts épisodes pluvieux.

3.2 Chapitre II : Dispositions techniques générales (Articles 4 à 12) Section 1 : Dispositions relatives à l'évitement des impacts (Articles 4 à 5)

3.2.1 Art 4 : Implantation en zone humide

- ↳ « L'implantation d'un plan d'eau en zone humide ne peut intervenir que s'il participe à l'opération de restauration de la zone humide, ou dès lors que le projet de création du plan d'eau respecte les conditions suivantes :
- la création du plan d'eau répond à un intérêt général majeur ou les bénéfices escomptés du projet en matière de santé humaine, de maintien de la sécurité pour les personnes ou de développement durable l'emportent sur les bénéfices pour l'environnement et la société liés à la préservation des fonctions de la zone humide, modifiées, altérées ou détruites par le projet ;
 - les objectifs bénéfiques poursuivis par le projet ne peuvent, pour des raisons de faisabilité technique ou de coûts disproportionnés, être atteints par d'autres moyens constituant une option environnementale sensiblement meilleure ;
 - les mesures de réduction et de compensation de l'impact qui ne peut pas être évité, sont prises en visant la plus grande efficacité »

Conduite à tenir :

Le plan d'eau n'est pas en zone humide et il est non concerné par cet article. Voir carte DDT 63 en annexe.

3.2.2 Art 5 : positionnement par rapport au lit mineur du cours d'eau

- ↳ « Hormis le cas où le plan d'eau fait partie d'un aménagement hydraulique au sens de l'article R. 562-18 du code de l'environnement, son implantation dans le lit majeur d'un cours d'eau n'est pas susceptible de faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles lors des crues

débordantes. Lorsque le plan d'eau n'est pas prévu en lit mineur d'un cours d'eau, il est implanté à une distance suffisante du lit mineur pour que le cours d'eau ne risque pas de pénétrer à l'intérieur du plan d'eau suite à l'érosion prévisible des berges sans que des travaux spécifiques de confortement ou de protection des berges du cours d'eau ne soient nécessaires. Si les données sont disponibles, le plan d'eau est implanté en dehors de l'espace de mobilité du cours d'eau. L'espace de mobilité du cours d'eau est défini comme l'espace du lit majeur à l'intérieur duquel le lit mineur peut se déplacer. A défaut de données existantes, cet espace peut être évalué dans l'étude d'impact, l'étude d'incidence, ou le document d'incidence d'un plan d'eau soumis à autorisation ou à déclaration dans les conditions fixées au point 11.2 de l'article 11 de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières. A défaut d'évaluation de l'espace de mobilité la distance d'implantation ne peut être inférieure à 35 mètres vis-à-vis des cours d'eau ayant un lit mineur d'au moins 7,50 mètres de largeur et à 10 mètres pour les autres cours d'eau. La distance est comptée entre la limite du lit mineur et l'emprise maximale du plan d'eau y compris les digues. »

Conduite à tenir :

Le plan d'eau est situé sur le linéaire du cours d'eau « le Madras » dont la naissance est admise à 400 m en amont (voir courrier DDT 63 de 2017). Ce cours d'eau est alimenté par les drains de la zone humide amont.

3.3 Section 2 : Eléments relatifs à la sécurité (Articles 6 à 7)

3.3.1 Art 6 : sécurité déversoir

⇒ « Pour les plans d'eau susceptibles de subir une montée en charge, les digues sont munies d'un dispositif de déversoir de crue. Ce dernier est conçu de façon à résister à une surverse et est dimensionné de façon à évacuer au minimum une crue centennale et le débit maximal d'alimentation. La surverse ne cause aucun désordre ni à l'ouvrage ni aux Arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables.... Les déversoirs de crue fonctionnent à écoulement libre et

comportent un dispositif de dissipation de l'énergie pour la protection de l'ouvrage et des berges du cours d'eau récepteur. »

Conduit à tenir :

Le bureau d'étude GEOVAL a calculé la capacité d'évacuation de la crue centennale par le déversoir actuel. Celui-ci a conclu, par ce calcul en page 5 de l'étude hydraulique, qu'il peut être déclaré régulier et fonctionnel.

3.3.2 Art 7 : digue

- ↳ *« Les digues sont établies, conformément aux règles de l'art, de façon à assurer la stabilité des ouvrages et la sécurité des personnes et des biens, notamment en ce qui concerne le dispositif d'ancrage de la digue, le dispositif anti renards, la conduite de vidange, le décapage préalable de l'emprise, l'utilisation de matériaux suffisamment étanches et compactés. Les digues comportent :*
- une revanche minimale de 0,40 mètre au-dessus de la cote normale d'exploitation ;*
 - des éléments de protection contre le batillage si nécessaire ;*
 - aucune végétation ligneuse ; - un fossé en pied de digue, ou tout autre procédé de drainage au moins équivalent, afin de récupérer les eaux de fuite éventuelles et les canaliser vers l'aval. »*

Conduite à tenir :

La revanche de 0,40 mètre sera réglée par rapport à la côte de la dernière planche du moine de surverse.

On notera qu'elle n'est pas obligatoire pour les plans d'eau existants.

3.3 Section 3 : Dispositions relatives aux mesures de réduction des impacts (Articles 8 à 12)

3.4.1 Art 8 : remplissage - travaux

- ↳ *« L'emprise et le volume du plan d'eau créé sont justifiés par les usages projetés, dans le respect du bon fonctionnement des milieux. Dans le cas des plans d'eau alimentés par prélèvement en cours d'eau et nappe*

*d'accompagnement, **le remplissage est interdit du 15 juin au 30 septembre.** Ainsi, aucun prélèvement n'est effectué dans cette période à l'exception des prélèvements indispensables au bon fonctionnement des piscicultures et des cas exceptionnels arrêtés par le préfet, dans le respect des dispositions de l'article L. 214-18 du code de l'environnement. En cas de prélèvement dans un cours d'eau au régime hydrologique nival, la période **d'interdiction de remplissage est fixée sur la période d'étiage hivernal de ces cours d'eau, du 15 décembre au 15 mars.** Le préfet peut adapter ces dates par arrêté motivé. Dans les départements et collectivités d'outre-mer où le code de l'environnement s'applique, le préfet fixe les périodes d'interdiction de remplissage adaptées à la saisonnalité locale. Ces interdictions de remplissage ne s'appliquent pas, en cas de crue sur les périodes visées, aux aménagements hydrauliques contribuant à la diminution de l'exposition d'un territoire au risque d'inondation ou de submersion marine dans les conditions définies à l'article R. 562-18 du code de l'environnement. En dehors de ces périodes, il est laissé au minimum, à l'aval du moyen de prélèvement, un débit permettant la vie, la circulation et la reproduction des poissons tel que défini au premier alinéa du I de l'article L. 214-18 du code de l'environnement. En période de prélèvement hivernal sur un cours d'eau classé en première catégorie piscicole, le débit minimal est adapté aux exigences de bon fonctionnement des frayères. Lorsque le débit amont est inférieur à ce débit minimal fixé, tout prélèvement est interdit. Le dispositif de prélèvement est conçu de façon à réguler les apports dans la limite du prélèvement légalement fixé, à préserver ou restituer le débit minimal et à pouvoir interrompre totalement les prélèvements. Dans le cas des plans d'eau alimentés par pompage en nappe d'accompagnement, le point de prélèvement est installé à une distance du cours d'eau empêchant le prélèvement d'influencer de manière notable l'alimentation du cours d'eau par la nappe. Le remplissage est interdit du 15 juin au 30 septembre ou lorsque le niveau piézométrique atteint la valeur seuil fixée réglementairement. A compter de la publication du présent arrêté, l'interdiction de remplissage est applicable aux plans d'eau existants visés au II de l'article 1er. Le préfet peut également prescrire à l'exploitant d'un plan d'eau existant visé au II de*

l'article 1er de justifier le caractère suffisant de la distance du point de prélèvement par rapport au lit mineur. Lorsque le prélèvement d'eau est réalisé par pompage, la mesure est effectuée au moyen d'un compteur d'eau conformément à l'article L. 214-8 du code de l'environnement. De même, les prélèvements par prise d'eau sont mesurés par tout dispositif permettant de mesurer ou d'estimer le volume prélevé. »

Conduite à tenir :

Du fait de l'implantation du plan d'eau sur le linéaire du cours d'eau une dérivation est obligatoire : voir paragraphe 3.8.1 Art 24 de cet APG.

Le bureau d'étude GEOVAL a calculé les débits de référence : le module, le QMNA5 dans son étude Page 2 : « détermination des débits ».

Les dispositions du remplissage, après réception des travaux par la Police de l'Eau, sera fixé par le document administratif délivré à l'issue de l'instruction du dossier.

3.4.2 Art 9 : qualité d'eau restituée

↳ *« Tout plan d'eau qui restitue de l'eau à l'aval dans un cours d'eau hors surverse, à l'exception des plans d'eau alimentés par des nappes ou par ruissellements et des plans d'eau situés en lit mineur, est équipé de dispositifs permettant que les eaux restituées au cours d'eau le soient dans des conditions de qualité et de température proches de celles du cours d'eau naturel. Les systèmes de type moine, dérivation souterraine ou siphon sont réputés répondre à cet objectif. La différence de qualité et de température entre, d'une part, les eaux du cours d'eau à l'amont du point de rejet et, d'autre part, les eaux du cours d'eau à l'aval du point de rejet ne peut excéder pendant la période du 15 juin au 15 octobre : **-1°C pour la température ; -1 mg/l pour la quantité d'oxygène dissous.** Arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables. Les mesures sont effectuées, d'une part, sur le cours d'eau récepteur à l'amont immédiat du point de rejet et, d'autre part, sur le cours d'eau récepteur après dilution, à environ 100 mètres en aval du point de rejet. Cet article est applicable aux plans d'eau existants visés au II de l'article 1er, au plus tard trois ans après la publication du présent*

arrêté pour les cours d'eau de première catégorie piscicole et six ans après la publication du présent arrêté pour les cours d'eau de deuxième catégorie. »

Conduite à tenir :

Le moine sera doté d'une grille de 10 mm d'espacement pour éviter la libre circulation piscicole et il continuera de garantir l'évacuation permanente de l'eau de fond en surverse.

Ceci respectera les températures du cours d'eau aval. Le taux d'oxygène sera également garanti par la chute de la surverse avant restitution dans le plan d'eau aval puis au cours d'eau.

Durant la période estivale, une mesure des températures et du taux d'oxygène à la confluence confirmera qu'aucune influence ne s'exercera sur ces paramètres dans le cours d'eau récepteur.

3.4.3 Art 10 : décantation

↳ « Les plans d'eau implantés sur des bassins versants à fort apport de limons identifiés comme tels dans l'état des lieux du document d'incidences ou l'étude d'impact, ou à défaut dans le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, sont dotés de l'un des dispositifs suivants : - en priorité, un bassin de décantation ou tout système équivalent adapté au débit de vidange et réduisant les vitesses pour permettre la décantation des sédiments en suspension à l'aval immédiat des organes de vidange ; - un dispositif limitant le départ des sédiments au niveau des organes de vidange (batardeau à l'amont immédiat des organes de vidange ou moine ou tout autre dispositif équivalent). »

Conduite à tenir :

Ce plan d'eau est équipé d'un moine fonctionnel afin de permettre la rétention des limons de fin de vidange.

Ce plan d'eau restitue et se vidange dans le plan d'eau aval appartenant au même propriétaire.

3.4.4 Art 11 : plantes exotiques

⇒ « Tous les moyens sont mis en œuvre, dans le respect de l'environnement, pour éradiquer les plantes exotiques envahissantes présentes dans le plan d'eau ou en contrôler l'expansion. En cas de présence de plantes exotiques envahissantes malgré ces moyens, le plan d'eau est vidangé en évitant toute dissémination. Ces espèces sont détruites par divers moyens adaptés et respectueux des enjeux environnementaux. Cet article est applicable aux plans d'eau existants visés au II de l'article 1er, à compter de la publication du présent arrêté. »

Conduite à tenir :

Une surveillance de la présence de plantes exotiques envahissantes est exercée par le propriétaire pour également garantir la qualité de l'exploitation économique de son plan d'eau et de ses abords : des chèvres sont en liberté de broutage sur le périmètre.

Le pétitionnaire pourra consulter le centre de ressources national sur les EEE (<http://especes-exotiques-envahissantes.fr/>).

3.4.5 Art 12 : ré-empoissonnement

⇒ « Si le bénéficiaire de l'autorisation ou le déclarant souhaite empoissonner le plan d'eau, l'introduction de poissons doit provenir de piscicultures agréées en application de l'article L. 432-12 du code de l'environnement et respecter les dispositions de l'article L. 432-10 du même code, relatives aux interdictions et aux contrôles des peuplements ainsi que l'ensemble des dispositions sanitaires applicables. Cet article est applicable aux plans d'eau existants visés au II de l'article 1er, à compter de la publication du présent arrêté. »

Conduite à tenir :

La pisciculture pressentie pour les ré-empoissonnements est : **à confirmer**

3.5 Chapitre III : Dispositions relatives à la phase chantier et à la mise en service de l'installation (Articles 13 à 15)

3.5.1 Art 13 : plans d'exécutions

⇒ « L'exploitant transmet au service chargé de la police de l'eau un dossier de niveau " études de projet " ou " plans d'exécution " au moins un mois avant le début des travaux. L'autorité administrative peut exonérer l'exploitant de cette transmission si les éléments contenus dans la demande initiale sont suffisamment précis. »

Conduite à tenir :

Le bureau d'études fournira les plans d'exécution cotés à partir des points NGF. Ceux-ci seront transmis au service DDT police de l'eau du PUY DE DOME dans les délais prescrits.

3.5.2 Art 14 : délai service instructeur

⇒ « L'exploitant informe le service instructeur du démarrage des travaux au moins quinze jours avant leur démarrage programmé. En cas de modification l'exploitant prévient sans délai le service instructeur. »

Conduite à tenir :

Coordonnées du service instructeur :

⇒ **DDT PUY DE DOME, service Police de l'Eau (SEEF)**

⇒ **Courriel : ddt@puy-de-dome.gouv.fr**

⇒ **Tél : 04 43 36 03 00**

3.5.3 Art 15 : compte-rendu

⇒ « A l'issue des travaux et au moins un mois avant la mise en service du plan d'eau, l'exploitant transmet au service instructeur les plans cotés des ouvrages exécutés. L'exploitant procède, avant la mise en service de l'installation, à l'enlèvement complet des installations de chantier, des constructions provisoires et des déchets. Les déchets issus des travaux sont évacués vers des sites autorisés prévus à cet effet. Ces plans sont accompagnés d'un compte rendu de chantier dans lequel l'exploitant retrace le déroulement des travaux, toutes les mesures qu'il a prises pour respecter les prescriptions qui lui ont été applicables, les écarts entre la

réalisation et les prescriptions, les raisons de ces écarts, les mesures alternatives prises et les justifications de leur équivalence concernant l'efficacité en matière de réduction d'impact ou les justifications d'absence d'impact y compris sur la sécurité. Arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables.

Lorsque les travaux sont réalisés sur une période de plus de six mois, l'exploitant adresse un compte-rendu d'étape à la fin des six mois puis tous les trois mois. »

Conduite à tenir :

Le compte rendu sera fourni par l'exploitant suite aux réunions de chantier avec les entreprises en charge de la mise en œuvre des équipements.

3.6 Chapitre IV : Dispositions relatives aux opérations de vidanges (Articles 16 à 20)

Les dispositions suivantes s'appliquent aux plans d'eau existants visés au II de l'article 1er, à compter de la publication du présent arrêté, sous réserve des dispositions spécifiques du présent chapitre.

3.6.1 Art 16 : vidange, danger

↳ « *Les plans d'eau qui comprennent une digue et qui ne sont pas alimentés directement par la nappe phréatique ou par ruissellement, doivent pouvoir être entièrement vidangés. Le dispositif de vidange doit permettre la maîtrise et la régulation des débits, la surverse des eaux de fond par le système du type moine, ou par siphon ou pompage pour les plans d'eau pour lesquels le système de type moine n'est pas adapté et la limitation de départ des sédiments. **Il doit être dimensionné de façon à permettre la vidange du plan d'eau en moins de dix jours** en cas de danger grave et imminent pour la sécurité publique, et ceci en tenant compte des apports par le ruissellement et les précipitations, sans causer de préjudice aux personnes et biens situés à l'aval. Seul le premier alinéa est applicable aux plans d'eau existants visés au II de l'article 1er, au plus tard trois ans après la publication du présent arrêté. »*

Conduite à tenir :

Dans ce contexte, le plan d'eau est en régime autorisation.

Ce moine actuel est conforme et répond aux exigences de cet article notamment la vitesse de vidange, la vidange complète, la limitation de départs de sédiments...voir description des capacités par l'étude GEOVAL.

Une grille réglementaire d'espacements de 10 mm sera disposée sur la dernière planche du moine pour éviter la libre circulation piscicole.

Cela permet de répondre également à la mesure de réduction des impacts dans la séquence ERC.

3.6.2 Art 17 : période de vidange

↳ « Si les eaux de vidange s'écoulent directement, ou par l'intermédiaire d'un fossé ou exutoire, dans un cours d'eau de première catégorie piscicole, **la vidange d'un plan d'eau est interdite pendant la période du 1er novembre au 31 mars**. Cette interdiction n'est pas applicable aux vidanges réalisées pour la récolte du poisson des étangs exploités en élevage extensif, dès lors que la dernière vidange a été réalisée moins de trois ans auparavant. Le préfet peut toutefois limiter ces vidanges à une période déterminée et les soumettre à des prescriptions particulières, par décision motivée tenant compte des impératifs de l'activité de pisciculture, de la date de frai des salmonidés, de l'état d'envasement et de la fragilité du milieu aquatique. Lorsque la dernière vidange réalisée pour la récolte de poissons remonte à plus de trois ans, le préfet peut déroger à l'interdiction, sur une partie de la période visée, sous condition de prescriptions particulières de mise en œuvre de dispositifs ou de modalités de vidange empêchant le colmatage ou la pollution du cours d'eau en aval. Le préfet peut déroger à l'interdiction sur toute la période en cas d'urgence. Le service chargé de la police de l'eau est informé au moins quinze jours à l'avance de la date du début de la vidange et du début de la remise en eau. Les opérations de vidange et de remise en eau des étangs destinées à la récolte du poisson exploité en élevage extensif, font l'objet d'une information annuelle préalable unique, regroupant l'ensemble des étangs concernés. Cette information précise la liste de ces

étangs, ainsi que la date envisagée de début et de fin de vidange et de remplissage de l'ensemble formé par ces étangs. Pour les plans d'eau qui font partie d'un aménagement hydraulique au sens de l'article R. 562-18 du code de l'environnement, et sans préjudice des dispositions de l'article 16, le rétablissement des capacités d'écêtement n'est pas considéré comme une vidange et est possible sur les périodes mentionnées. »

Conduite à tenir :

Cette unité est en régularisation pour un arrêté en pisciculture à vocation touristique (et non pas en piscicultures exploitées en élevage extensif notamment pas de nourrissage des poissons).

Elle respectera la période d'interdiction de vidange autorisée par cet article pour éviter tous risques pour le cours d'eau récepteur aval.

3.6.3 Art 18 : dispositifs sédiments

↳ *« Les dispositifs limitant les départs des sédiments prévus à l'article 10 sont régulièrement entretenus et opérationnels lors de la vidange. Pour réduire la mobilisation et l'entraînement des sédiments à l'aval du plan d'eau, le débit de vidange est contrôlé par manœuvre et surveillance des organes de vidange afin de limiter la vitesse d'abaissement du niveau d'eau du plan d'eau, voire d'arrêter momentanément la vidange ».*

Conduite à tenir :

Ce moine opérationnel sur ce plan d'eau permettra d'éviter ou de réduire les apports de MES vers l'aval.

Les planches disposées dans le moine permettent de contrôler aisément la vitesse de vidange et/ou de l'arrêter si besoin.

Un dispositif d'oxygénation du plan d'eau est installé à demeure pour être mis en service à la demande. Il permet notamment une minéralisation des apports organiques comme les feuilles mortes.

3.6.4 Art 19 : valeurs à respecter pour une vidange

⇒ « Durant la vidange, les eaux rejetées dans le cours d'eau respectent les valeurs suivantes en moyenne sur deux heures :

- ✓ **Matières en suspension (MES) : inférieure à 1 gramme par litre ;**
- ✓ **Ammonium (NH₄) : inférieure à 2 milligrammes par litre ;**
- ✓ **Teneur en oxygène dissous (O₂) : supérieure à 3 milligrammes par litre.**

La qualité des eaux de vidange doit être particulièrement surveillée ou vérifiée dans les dernières heures de la vidange où le risque de transport des sédiments de fond est le plus fort. Pour les plans d'eau soumis à autorisation, le responsable de l'opération de vidange est tenu de réaliser ou faire réaliser un suivi de la qualité des eaux rejetées. Les mesures sont effectuées en aval juste avant le rejet dans le cours d'eau. Arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables.

En fonction de la sensibilité du milieu récepteur et en considération de l'importance du plan d'eau, de son état d'envasement, de la date de la dernière vidange ou des usages existants à l'aval, le préfet peut imposer pendant la vidange un suivi additionnel de la qualité des eaux du cours d'eau récepteur après dilution, à environ 100 mètres en aval du point de rejet. Pour les vidanges régulières de récolte du poisson des étangs exploités en élevage extensif, l'exploitant est réputé respecter les dispositions ci-dessus dès lors qu'elles sont menées dans le respect des dispositions prévues à l'article 17. Pour les plans d'eau soumis à déclaration, l'exploitant est réputé respecter les valeurs de qualité fixées ci-dessus dès lors qu'il respecte une vitesse maximale d'abaissement de la ligne d'eau ne conduisant pas à dépasser le débit de plein bord du cours d'eau et qu'il dispose d'un système de décantation avant remise des eaux au cours d'eau. Le préfet peut imposer d'autres moyens en fonction du milieu et des particularités du plan d'eau ou de la réalité du respect de la qualité voulue dont il pourra exiger la vérification. »

Conduite à tenir :

Le rejet de vidange s'exerce dans le plan d'eau à l'aval immédiat.

La surveillance des paramètres cités ci-dessus pourra être effectuée au rejet du plan d'eau aval dans le cours d'eau récepteur.

L'exploitant sera en possession de bandelettes de mesures pour les NH4 et d'une boîte à réactif pour la mesure d'O² afin de contrôler les différents dosages.

Les MES seront échantillonnés avec par exemple un cône IMHOFF gradué.

Les valeurs mesurées seront consignées dans le carnet de suivi des plans d'eau permettant ainsi un accès au contrôle du service de police de l'eau.

3.6.5 Art 20 : pêche

↳ *« Pour tous les plans d'eau, l'opération de vidange est conduite de manière à permettre la récupération de tous les poissons et crustacés entraînés par le flux de la vidange, afin notamment d'éviter le passage des espèces indésirables dans le milieu récepteur. Les individus des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques, non représentées sur le territoire français, et des espèces exotiques envahissantes sont détruits dans les meilleurs délais. Les espèces de plantes exotiques envahissantes sont détruites par divers moyens adaptés et respectueux des enjeux environnementaux, notamment par curage, par mise à sec prolongée ou par des techniques spécifiques. Le préfet peut imposer la destination des individus des autres espèces qui ne sont pas soumises à la destruction obligatoire. »*

Conduite à tenir :

Le plan d'eau se pêche au filet en amont du moine. Le plan d'eau aval récepteur est équipé d'une pêche fonctionnelle et adéquate pour le tri des poissons évitant ainsi leur introduction dans le milieu récepteur.

La liste des espèces exotiques et susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques sera en possession de l'exploitant ; celui-ci sera en mesure de les identifier et de prévoir leur destruction sur place si besoin.

3.7 Chapitre V : Dispositions relatives à l'entretien et au suivi de l'installation (Articles 21 à 26)

Les dispositions des sections 1 et 2 du présent chapitre, à l'exception des dispositions de l'article 24, sont applicables **aux plans d'eau existants visés au II de l'article 1er**, dès la publication du présent arrêté, sous réserve des dispositions spécifiques suivantes.

Section 1 : Dispositions relatives à l'entretien du plan d'eau (Articles 21 à 23)

3.7.1 Art 21 : manœuvre des organes

✍ « L'exploitant manœuvre les organes de régulation de l'ouvrage de manière à respecter les cotes d'exploitation mentionnées dans l'arrêté d'autorisation ou dans les arrêtés de prescriptions complémentaires. Le fonctionnement des organes de vidange est régulièrement contrôlé **à minima une fois par an**, et spécialement avant toute information du service chargé de la police de l'eau d'une opération de vidange programmée. L'exploitant entretient et maintient fonctionnels les dispositifs établis si nécessaire pour assurer ses obligations en matière de continuité écologique et de débit minimal restitué à l'aval. »

Conduite à tenir :

Cette unité relève du régime autorisation ; elle est obligatoirement concernée par les dispositions de cet article.

Un carnet de suivi tenu par le pétitionnaire permettra de suivre ces opérations prévues par cet article.

3.7.2 Art 22 : entretien des abords

✍ « L'exploitant est tenu d'entretenir le plan d'eau et ses abords, y compris la digue, sauf si l'entretien de celle-ci relève de la responsabilité d'un tiers

qui en a l'usage principal, et, le cas échéant, les dispositifs d'alimentation (partiteur, canaux de dérivation, etc.). Hors entretien courant, le service chargé de la police de l'eau est tenu informé des dates de réalisation des opérations d'entretien significatives au moins quinze jours avant leur démarrage, sauf dans les cas où l'urgence impose une intervention immédiate. »

Conduite à tenir :

Cette unité relève du régime autorisation ; elle est obligatoirement concernée par les dispositions de cet article.

L'entretien est régulier du fait de l'exploitation et des aménagements pour la pratique de la pêche avec des pontons reliés par un chemin carrossable sur tout le périmètre du plan d'eau.

Les abords sont aussi entretenus par le broutage de chèvres en liberté sur l'emprise clôturée.

Un carnet de suivi tenu par le pétitionnaire permettra de suivre ces opérations prévues par cet article

3.7.3 Art 23 : en cas d'incident

↳ *« En cas d'incident susceptible de provoquer une pollution accidentelle ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site, l'exploitant prend immédiatement toutes les dispositions nécessaires, pouvant aller le cas échéant jusqu'à l'interruption des travaux ou la suspension de l'exploitation, afin de limiter les effets sur le milieu ou sur l'écoulement des eaux et d'éviter qu'il ne se reproduise. Il informe également dans les meilleurs délais le préfet du département et les maires des communes concernées et, le cas échéant, le gestionnaire du domaine public fluvial ».*

Conduite à tenir :

Une surveillance permanente des installations est garantie par la résidence de l'exploitant sur les sites.

3.8 Section 2 : Dispositions relatives au suivi de la gestion du plan d'eau (Articles 24 à 25)

3.8.1 Art 24 : fixation et contrôle du débit dérivation

↳ « Pour les plans d'eau alimentés par un prélèvement sur cours d'eau, l'exploitant est tenu d'établir sur l'ouvrage de prélèvement les repères destinés à permettre la vérification sur place du respect des niveaux d'eau mentionnés dans l'arrêté d'autorisation ou dans les arrêtés de prescriptions complémentaires notamment ceux contrôlant la restitution du débit minimal. Une échelle indiquant le niveau des plus hautes eaux du plan d'eau, accessible et lisible pour les agents chargés du contrôle ainsi que pour les tiers, en intégrant les contraintes de sécurité, est scellée à proximité du déversoir de crue. Les repères sont définitifs et invariables. Ils sont rattachés au nivellement général de la France (NGF) ou à un système équivalent dans les départements et collectivités d'outre-mer où le code de l'environnement s'applique, et associés à une borne scellée à proximité du plan d'eau dans le cas de la création de l'ouvrage. L'exploitant est responsable de sa conservation. »

Conduite à tenir :

Article L214-18

Version en vigueur depuis le 12 mars 2023

« Tout ouvrage à construire dans le lit d'un cours d'eau doit comporter des **dispositifs maintenant dans ce lit un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces** vivant dans les eaux au moment de l'installation de l'ouvrage ainsi que, le cas échéant, des dispositifs empêchant la pénétration du poisson dans les canaux d'amenée et de fuite. »

Ce débit minimal ne doit pas être inférieur au dixième du module du cours d'eau en aval immédiat ou au droit de l'ouvrage correspondant au débit moyen interannuel, évalué à partir des informations disponibles portant sur une période minimale de cinq années, ou au débit à l'amont immédiat de l'ouvrage, si celui-ci est inférieur. Pour les cours d'eau ou parties de cours d'eau dont le module est supérieur à 80 mètres cubes par seconde, ou pour les ouvrages qui contribuent, par leur capacité de modulation, à la production d'électricité en période de pointe de consommation et dont la liste est fixée par

décret en Conseil d'Etat pris après avis du Conseil supérieur de l'énergie, ce débit minimal ne doit pas être inférieur au vingtième du module du cours d'eau en aval immédiat ou au droit de l'ouvrage évalué dans les mêmes conditions ou au débit à l'amont immédiat de l'ouvrage, si celui-ci est inférieur. Toutefois, pour les cours d'eau ou sections de cours d'eau présentant un fonctionnement atypique rendant non pertinente la fixation d'un débit minimal dans les conditions prévues ci-dessus, le débit minimal peut être fixé à une valeur inférieure. »

Il est accepté par la DDT dans son courrier du 24 Mars 2017, que « la dérivation obligatoire puisse être busée tout ou partie au regard du linéaire limité en amont de vos plans d'eau jusqu'à la source et du faible intérêt piscicole de ce tronçon ».

Le dispositif de partage de l'eau entre l'alimentation du plan d'eau et la garantie d'un débit minimum biologique sera calibré par un bureau d'études.

Ce calcul de GEOVAL est défini dans son étude hydraulique page 2 : détermination des débits.

Module à 36 l/s, QMNA5 à 4 l/s, débit maxi de 34 l/s.

« Le QMNA5 étant supérieur au dixième du module le débit réservé sera le débit du QMNA5, soit 4 l/s. »

La conception du dispositif de partage sera réalisée en béton avec des échancrures inamovibles avec repères. Celle-ci permettra une alimentation permanente du cours d'eau à l'aval du petit plan d'eau sans interruption de l'écoulement.

Ce débit de 4l/s sera transité par un tuyau adéquat disposé le long des berges des plans d'eau pour aboutir dans le cours d'eau « le Madras ».

Cette dérivation accédera à l'obligation d'une grille réglementaire d'espacements de 10 mm et sera disposée coté alimentation plan d'eau pour éviter la libre circulation piscicole.

3.8.2 Art 25 : carnet de suivi

↳ « L'exploitant tient à jour un carnet de suivi de la gestion du plan d'eau et de ses vidanges. Il contient :

- ✓ l'ensemble des manœuvres de vannes effectuées ;
- ✓ les principales opérations d'entretien réalisées ;

- ✓ *les incidents survenus et les mesures mises en œuvre pour les corriger ;*
- ✓ *les suivis associés aux opérations de vidange.*

Ce carnet est tenu à la disposition des agents chargés de la police de l'eau »

Conduite à tenir :

Un carnet de suivi global sera rédigé par l'exploitant et tenu à disposition des agents chargés de la police de l'eau.

3.9 Section 3 : Dispositions relatives au suivi des effets du plan d'eau sur le milieu (Article 26)

3.9.1 Art 26 : évaluation des écarts demandée par le préfet

⇒ *« En application de l'article R. 122-13 du code de l'environnement, le préfet peut prescrire à l'exploitant de fournir au service chargé de la police de l'eau un rapport évaluant les éventuels écarts entre les impacts mentionnés dans le dossier d'évaluation d'incidences initial et ceux observés sur le site, sur la base d'un protocole de suivi validé pour un minimum de cinq ans. En cas d'écarts constatés ou d'effets notables sur le milieu, l'autorité administrative peut édicter, le cas échéant, des arrêtés de prescriptions complémentaires ou modificatifs. »*

4. COMPATIBILITE aux documents d'objectifs

↪ Masse d'eau : FRGR1355 « LE VEYSSIERE ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE »

Objectif Directive Cadre Européenne : atteinte au Bon Etat en 2021.

La régularisation avec notamment la déviation d'un débit réservé permettra de concourir au maintien du bon état de la masse d'eau en compensant l'évaporation et la T°c initiale du cours d'eau.

↪ SAGE SIOULE :

Article 1 : Renouvellement d'autorisation de plans d'eau sur cours d'eau

« Le présent article s'inscrit dans la continuité de la disposition 1C-3 du SDAGE Loire Bretagne.

Pour tout plan d'eau installé sur un cours d'eau, toute demande de renouvellement d'autorisation ne peut être accordée par l'autorité administrative que si :

☐ le plan d'eau est isolé du réseau hydrographique par un canal de dérivation avec prélèvement du strict volume nécessaire à son usage, ou alimenté par ruissellement,

ou

☐ dans le cas où il aura été démontré par le porteur de projet que la première condition ci-dessus est impossible à un coût raisonnable, l'intérêt économique et/ou collectif du maintien de ce plan d'eau est dûment justifié auprès des services instructeurs.

Pour les cas ne remplissant pas les deux conditions ci-dessus, les demandes de renouvellement d'autorisation ne sont pas accordées par l'autorité administrative. Le plan d'eau doit alors être supprimé et un programme de restauration du cours d'eau impacté doit être proposé et mis en œuvre après validation des services instructeurs ».

Ce plan d'eau répond aux 2 alinéas avec une dérivation garantissant un débit minimum permanent du cours d'eau et un intérêt économique pour l'activité tourisme pêche et l'économie locale notamment sur la commune de GELLES.

Article 2 : Limiter la création de plans d'eau en zone sensible

« La création de nouveaux plans d'eau est interdite en secteurs de forte densité de plans d'eau et dans les bassins versants tels que délimités par la cartographie n°1 du SAGE.

A titre exceptionnel et dérogatoire, des projets de retenues à usage agricole sont soumis à l'avis de la CLE. »

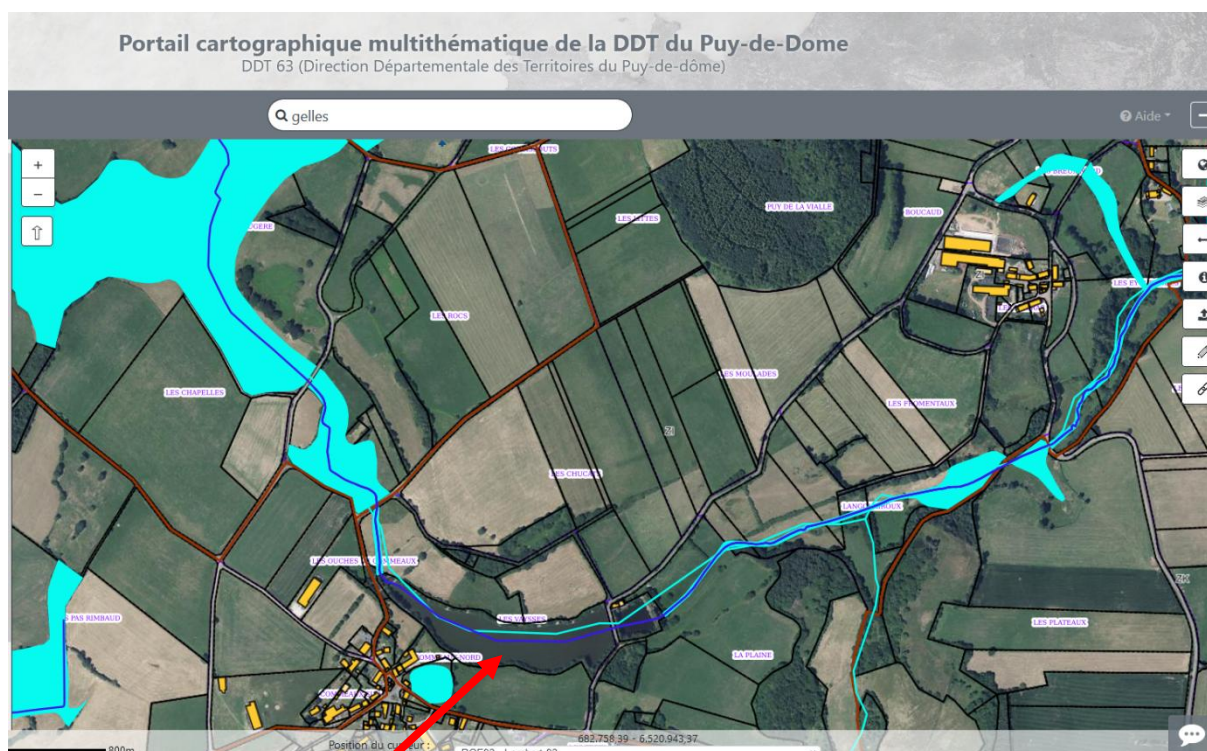
Ce plan d'eau ne se situe pas en zone sensible définie sur la carte du SAGE SIOULE et ne présente aucune objection à la régularisation de celui-ci. Voir en annexe.

5. CONCLUSION

Cette régularisation est compatible avec les objectifs de ces documents.

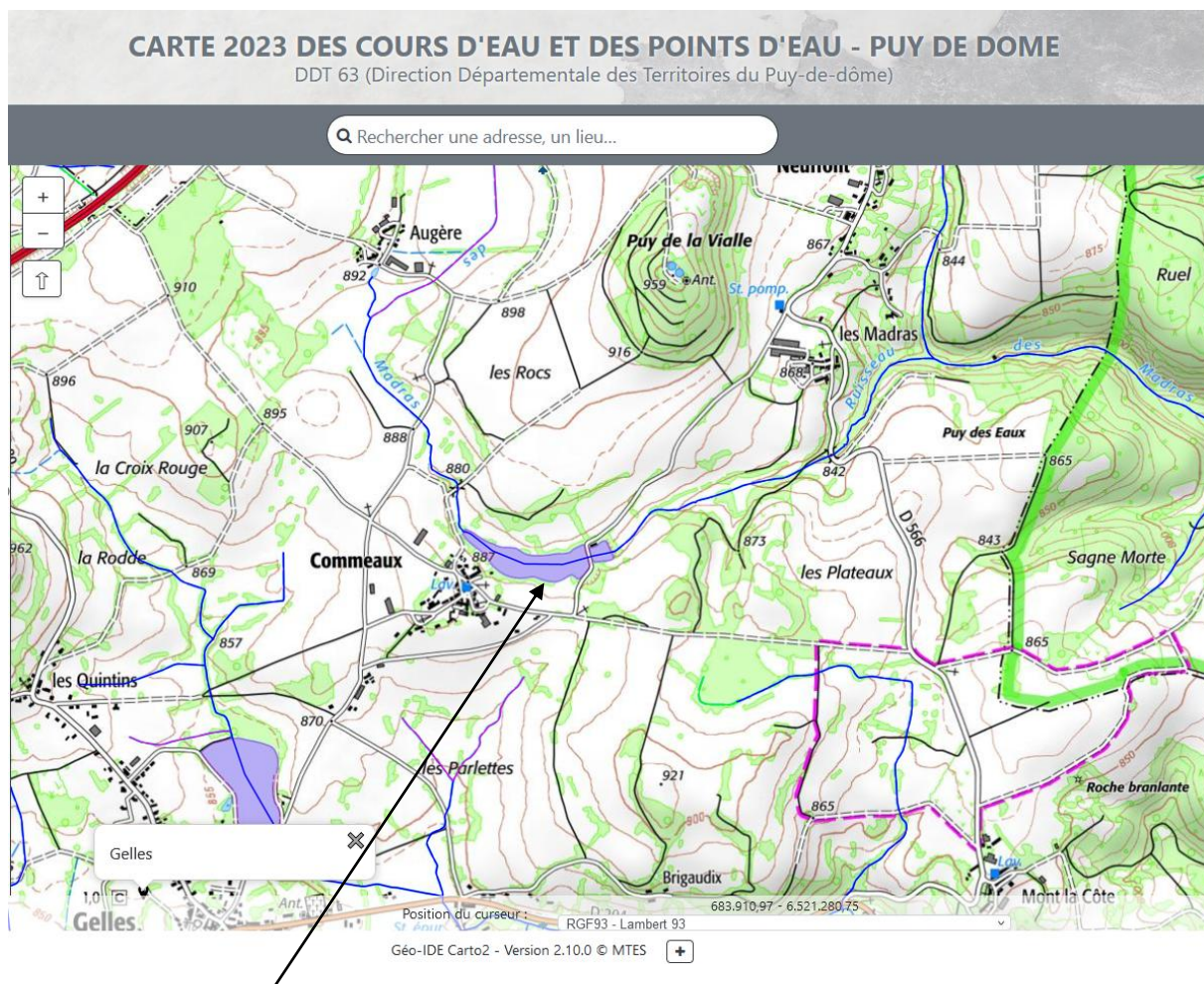
6. ANNEXES

6.1 Carte des zones humides DDT63



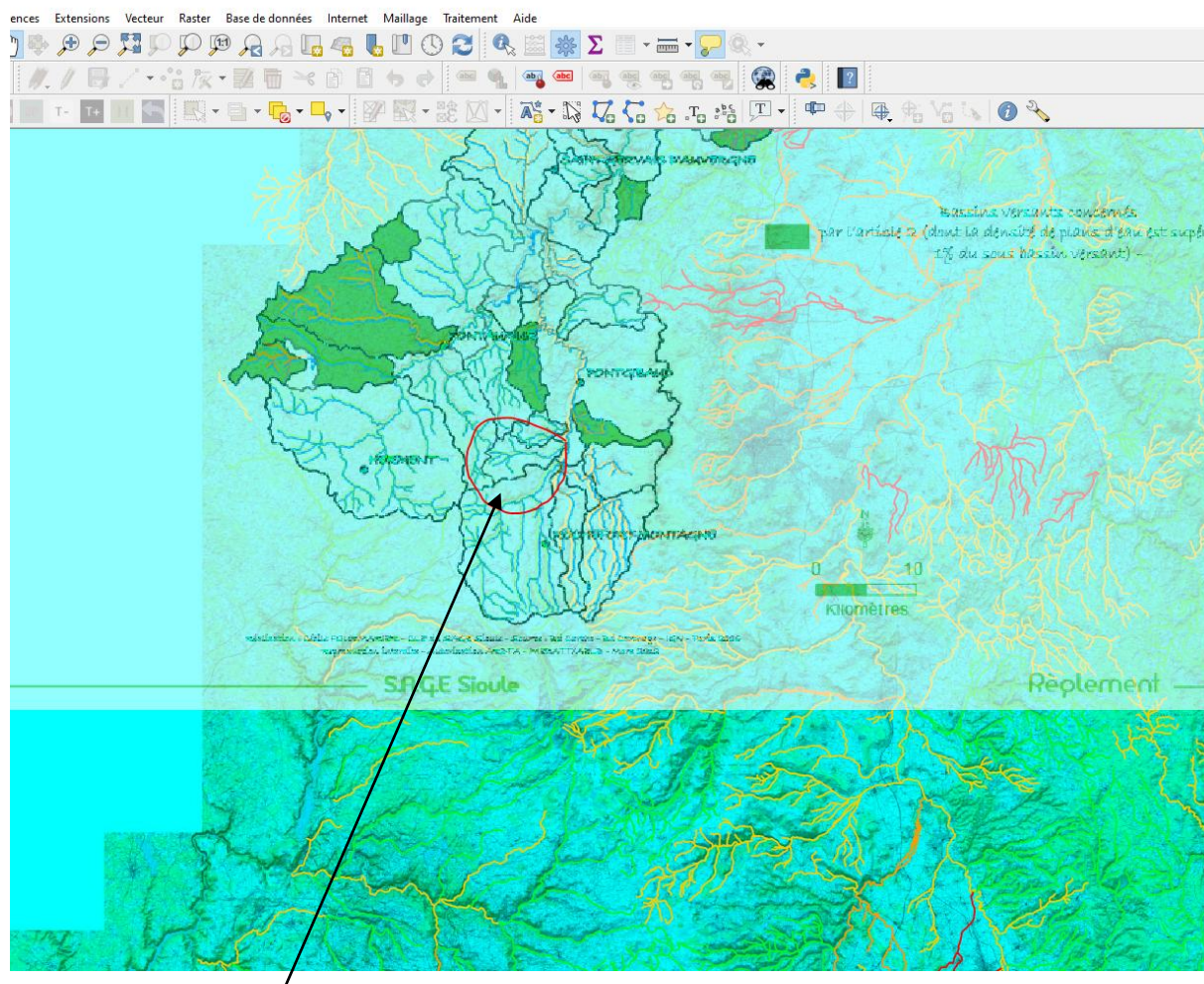
Plan d'eau EMLO

6.2 Carte des cours d'eau DDT63



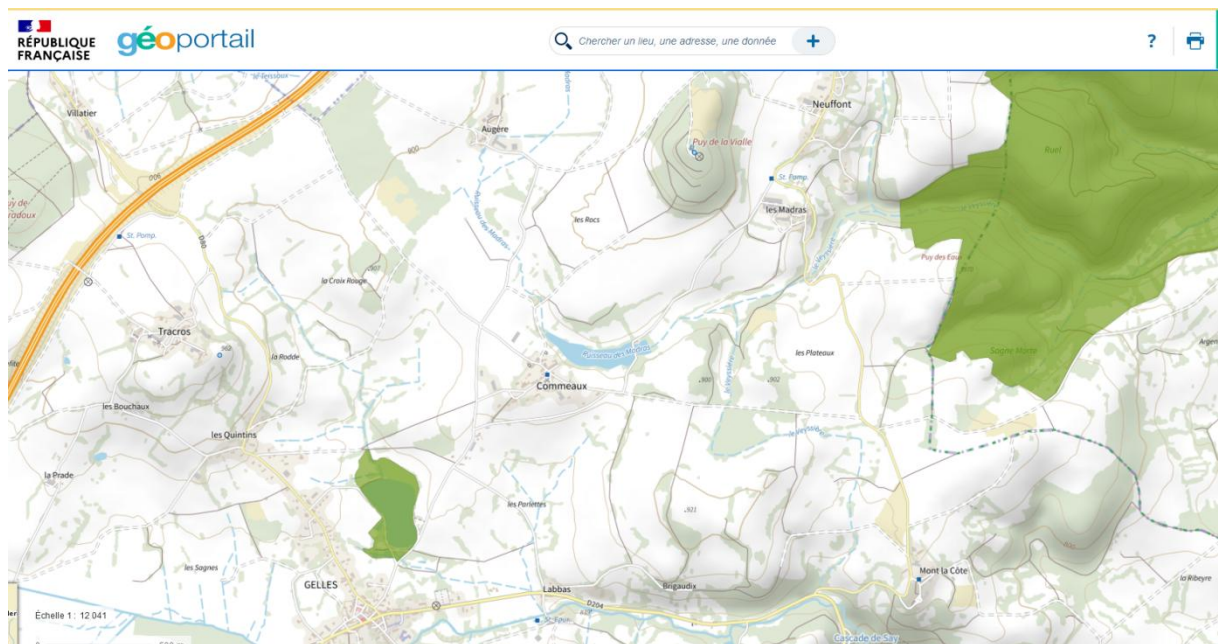
Plan d'eau EMLO

6.3 Carte zones sensibles plan d'eau SAGE SIOULE



Masse d'eau « la Veyssière » avec le plan d'eau : en dehors des zones sensibles plan d'eau SAGE Sioule.

6.3 Carte zones ZNIEFF



Plan d'eau en dehors des zones ZNIEFF (en vert)